

Sommet de Bruxelles : usine à gaz à austérité

Les décisions prises à Bruxelles visent une fois de plus à renflouer les banques et à infliger une austérité permanente aux classes ouvrières de l'Europe. Aucune des causes profondes de la crise économique, financière et des dettes souveraines ne sont traitées dans ce nouveau pacte européen pris à marche forcée contre la volonté des peuples.

Pire, cette politique d'austérité augmente encore plus le risque de nous enfoncer dans la récession et préserve l'emprise des marchés financiers sur les Etats.

Les banques vont pouvoir continuer pendant trois ans à obtenir des liquidités à des taux dérisoires auprès de la BCE et continuer à prêter aux Etats à des taux prohibitifs. La spéculation sur les dettes souveraines ne va pas s'arrêter, l'avidité des marchés financiers est sans limite.

L'usine à gaz entre le FMI et le Fonds européen de stabilité financière, nouvelle version, consacre les dogmes libéraux qui refusent toute possibilité de financement direct des Etats par les banques centrales.

Les déficits publics et son corollaire la dette publique, se sont aggravés avec la crise, mais la cause essentielle est la politique pratiquée par les gouvernements européens depuis des décennies, le résultat de la dilapidation de l'argent public en cadeaux fiscaux aux classes aisées et aux entreprises, de la fraude fiscale des classes dominantes.

Rien de tout cela n'est remis en cause et ce sont aux salariés-es, chômeurs et retraité-es, auxquels ils veulent faire payer la note.

Il est grand temps de reprendre le chemin des mobilisations dans toute l'Europe pour imposer d'autres choix économiques et sociaux.